

# Google, Microsoft, Alibaba, ou le “techno-féodalisme” à la belge

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

**A**vec les annonces récentes de Google, Microsoft, mais aussi d'Alibaba – trois géants mondiaux du numérique qui ont choisi la Belgique pour y établir des infrastructures clés –, notre (petit) pays se targue d'occuper une place de plus en plus centrale sur la carte européenne, sinon mondiale, de l'économie numérique. Le problème, c'est que cette carte est d'abord celle d'une économie de prédation dominée par une poignée de multinationales qui en contrôlent et en exploitent les territoires aussi bien virtuels que physiques.

Les deux annonces sont intervenues presque coup sur coup. Après Google, le 9 novembre, qui dévoilait son plan pour la construction d'un sixième centre de données en Wallonie, c'était au tour de Microsoft, deux semaines plus tard, d'annoncer sa volonté de construire un "Data Center Region" en Belgique, le troisième seulement du genre en Europe.

À l'image de l'annonce de l'arrivée d'Alibaba à l'aéroport de Liège, il y a trois ans, ces investissements sont d'autant plus appréciés et célébrés qu'ils proviennent de fleurons de l'économie numérique. Après tout, Google et Microsoft, ce sont les fameux "G" et "M" des "Gafam", l'acronyme qui désigne les principaux géants numériques qui dominent aujourd'hui l'économie mondiale. Les deux entreprises font notamment partie du club très fermé des multinationales ayant dépassé la barre des 2 000 milliards de dollars de capitalisation boursière.

## Les "data centers", infrastructure clé

Or, l'une des infrastructures clés de cette économie numérique dominée par les Gafam, ce sont précisément les "data centers" ou "centre de données". Il ne s'agit pas uniquement de simples lieux de stockage,

mais également d'infrastructures capables de fournir une puissance de calcul inouïe ou encore d'assurer la disponibilité et la continuité de services complexes et diversifiés à travers le monde.

Sans surprise, les entreprises qui dominent aujourd'hui l'économie numérique sont donc également celles qui possèdent les meilleurs réseaux de centres de données. Amazon a notamment été l'un des premiers à saisir le potentiel qu'offrait la mise à disposition de son immense infrastructure de gestion de données pour des acteurs tiers (entreprises, gouvernements, associations, particuliers). Aujourd'hui, elle domine largement le marché du cloud avec 30% environ de part de marché, suivie par... Microsoft, Google et le chinois Alibaba.

## Un "nuage" très terre à terre

La localisation de ces centres de données répond à de nombreux critères (environnementaux, géopolitiques, économiques), que listait notamment le chercheur Vincent Mosco dans son livre *To the Cloud* (Routledge, 2014): "climat froid, accès à une énergie à faible coût, approvisionnement en eau abondant, connexions internet à large bande, stabilité politique et incitations financières". Le choix de la Belgique par Google et Microsoft s'inscrit donc dans ce type de considérations.

Mais, si on perçoit bien l'intérêt pour ces entreprises d'installer leurs centres de données

en Belgique, dans quelle mesure l'inverse est-il vrai ? Parmi les principaux problèmes, on retrouve tout d'abord la consommation colossale d'électricité que nécessitent ces infrastructures, ce qui pose problème en matière d'émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de gestion de l'approvisionnement.

Viennent ensuite les énormes quantités d'eau utilisées pour refroidir les serveurs, mais également d'autres problèmes environnementaux moins connus, quoique tout aussi sérieux : l'utilisation d'énormes batteries à l'acide et de gigantesques générateurs au diesel pour garantir une alimenta-

tion continue en électricité en cas de panne ou de problème sur le réseau, les déchets électroniques générés par un matériel informatique à la durée de vie relativement limitée ou encore la pollution liée aux matériaux de nettoyage ou de protection contre les incendies.

Des nuisances environnementales massives donc, à ajouter aux surfaces au sol considérables que nécessitent ces infrastructures, une ressource pourtant de plus en plus rare et précieuse, en particulier dans un contexte de nécessaire lutte contre l'artificialisation des sols ou encore de relocalisation agricole. Comme le soulignait notamment *L'Écho* au sujet du projet de Google à Farciennes, par exemple, "Google a mis la main sur un des derniers grands terrains de Wallonie". Cinquante-trois hectares pour être exact, à ajouter

